

Le paradoxe du multilinguisme en Europe

Pierre Frath, Université de Reims Champagne-Ardenne

Le multilinguisme est un objectif que l'Europe a gravé dans le marbre de tous ses traités, à commencer par la *Convention culturelle européenne*, signée à Paris le 19 décembre 1954, qui enjoint aux pays membres de développer « l'étude des langues, de l'histoire et de la civilisation des autres Parties contractantes, ainsi que de leur civilisation commune ». Elle a dépensé des sommes considérables dans d'innombrables projets *Lingua*, *Erasmus*, *Grundtvig*, *Leonardo*, etc. Elle a été très active au niveau du Conseil de l'Europe, dont les travaux ont permis de rénover l'enseignement des langues et l'évaluation, qui peut maintenant se faire par rapport au *Cadre européen commun de référence*, un référentiel universellement accepté. Elle a investi dans un Centre Européen pour les Langues Vivantes à Graz, en Autriche, où de nombreux projets sur les langues ont vu le jour.

Au niveau pédagogique, on peut affirmer que l'enseignement des langues n'a plus guère de secrets : on sait comment faire, même si les résultats ne sont pas toujours à la hauteur des espérances. Et l'innovation n'est pas absente non plus : de nombreuses universités ont mis au point des techniques d'**intercompréhension des langues voisines**, qui permettent aux locuteurs d'une langue (par exemple l'allemand), de comprendre les autres langues de la même famille (le danois, le néerlandais, l'anglais, etc.) en une centaine d'heures. Enfin, l'**autoformation en Centre de Ressources de Langues** a fait ses preuves et pourrait être généralisée dans toutes les écoles et toutes les universités.

Et pourtant, malgré tout ce volontarisme politique et toutes ces connaissances pédagogiques, la diversité des langues enseignées en Europe recule, et le multilinguisme se limite le plus souvent à l'apprentissage d'un anglais d'aéroport. En France, la plupart des élèves apprennent l'anglais en première langue (LV1) et l'espagnol en LV2, la LV3 ayant quasiment disparu. Il y a quelques années encore, ils avaient le choix entre l'allemand, l'anglais, l'espagnol, l'italien, l'arabe, le russe, le néerlandais, etc. En Allemagne, les LV2 sont concurrencées par le latin, dont l'enseignement est très répandu. Du temps où le choix de la LV1 était varié, cela ne posait pas trop de problèmes, mais maintenant que la LV1 est l'anglais à presque 100%, les autres langues sont laminées. En Grande-Bretagne, les langues sont optionnelles à partir de la 3^e année du secondaire. Elles sont certes enseignées au primaire, mais il est notoire parmi les spécialistes en didactique que l'enseignement précoce est remarquablement inefficace, contrairement à ce que les parents d'élèves croient. La Grande-Bretagne, persuadée de la suprématie de sa langue, a visiblement abandonné toute ambition et se satisfait de gestes symboliques. En Italie et en Espagne, on a supprimé la LV2 pendant presque vingt ans, ce qui a eu pour effet de produire une monoculture de l'anglais. Ces pays ont finalement rétabli les LV2, mais des générations entières ont perdu toute notion de multilinguisme, et cela à un moment où l'intégration en Europe était une priorité.

Pourquoi cet état des choses ? Essentiellement, parce que les états membres n'ont pas adapté leurs systèmes éducatifs afin qu'ils puissent prendre en charge le multilinguisme. On ne forme guère d'enseignants multilingues, et les écoles et les universités n'ont pas dans l'ensemble été équipés des dispositifs qui leur auraient permis de proposer un grand choix de langues. En un mot, il manque au multilinguisme sa dimension institutionnelle. Pour faire une comparaison avec la justice, tout se passe comme si on promulguait des lois mais qu'on ne se donnait pas la peine de construire des tribunaux ni de former les juges chargés d'appliquer ces lois.

Evidemment, changer le système éducatif, cela a un coût et on comprend que les gouvernements hésitent à s'attaquer au problème, surtout si le public n'en fait pas une priorité. Or les citoyens européens semblent avoir accepté l'anglais comme la *lingua franca* de l'Europe, et il faut dire que cela a ses avantages. Il est agréable de pouvoir se faire comprendre partout, et cela facilite certainement le commerce, le tourisme et la recherche scientifique. En revanche, le

monolinguisme de l'anglais aura très certainement un coût culturel et politique important. Si l'anglais devient la langue de la réussite, on verra l'émergence d'écoles anglophones fréquentées par les enfants des classes sociales aisées, qui se serviront de l'anglais comme d'un moyen de sélection sociale. A terme, l'enseignement se fera en grande partie en anglais, et d'ailleurs on voit déjà ce phénomène apparaître dans les universités qui proposent des cursus « internationaux », c'est-à-dire en anglais. Tout cela va inéluctablement marginaliser les autres langues et cultures, dont les locuteurs perdront à terme la capacité d'exprimer leurs connaissances dans leurs langues. Non seulement nous n'aurons pas appris les langues et les cultures des autres peuples, mais nous aurons en outre perdu nos cultures propres, réduites à des folklores sans portée universelle.

Est-ce cela que nous voulons pour l'Europe ? Ce qui est remarquable, c'est que cette évolution, contraire à toutes les déclarations de politique linguistique européenne, s'est faite sans qu'aucune décision en ce sens ait été prise. L'Europe vit dans la fiction de l'égalité de toutes les langues. Le résultat est qu'une des langues, l'anglais, est plus égale que toutes les autres. La France essaie naturellement de maintenir l'influence de sa langue, mais ses efforts sont assez brouillons, et la politique française est vue avec scepticisme et méfiance par les autres pays. En effet, quel serait l'intérêt d'une seconde *lingua franca*, le français, qui viendrait faire double emploi avec l'anglais, sans profit pour les autres langues ?

Le multilinguisme ne se développera que si toutes les langues y voient leur intérêt. Pour cela, on peut concevoir toutes sortes de politiques. Pour commencer, il faudrait généraliser l'apprentissage de deux ou trois langues à l'école, en ayant bien soin de proposer un grand choix aux élèves. Il serait peut-être bon de n'enseigner l'anglais qu'en deuxième ou en troisième langue, car si cette langue est si importante que cela, les gens se débrouilleront bien pour l'apprendre. Les universités devraient proposer des dispositifs d'apprentissage multilingue, notamment des **Centres de Ressources en Langues** qui pourraient proposer vingt ou trente langues, pas seulement européennes, aux étudiants et au grand public. Surtout, les **techniques d'intercompréhension des langues voisines**, si elles se généralisaient dans les familles de langues romanes, germaniques et slaves, permettraient aux Européens de parler leur langue et d'avoir une bonne chance d'être compris par d'autres européens.

Mais ces dispositifs profiteront surtout aux langues comme le français, l'allemand, l'italien, l'espagnol, dont les cultures pourront alors, peut-être, constituer une alternative à la pensée unique anglo-saxonne. Si la culture allemande avait été plus présente en Europe, il est possible que ce qu'on appelle le capitalisme rhénan aurait pu faire contrepoids à ce libéralisme sauvage qui nous a menés au bord du gouffre.

Mais comment développer les « petites » langues comme l'estonien ? Elles ne jouissent pas *a priori* de l'attractivité des « grandes » langues, mais l'expérience montre que beaucoup de gens se prennent de passion pour des langues plus exotiques, un phénomène qu'Amine Maalouf appelle l'adoption d'une langue élective. Mais encore faut-il que ces langues soient proposées à l'apprentissage. Il est naturellement impossible de former des enseignants d'estonien en nombre suffisant pour qu'il y en ait un dans chaque école d'Europe. En revanche, l'Estonie pourrait signer des accords avec des régions en Europe. Elle pourrait alors investir dans les écoles de ces régions, y envoyer des enseignants d'estonien, établir des relations culturelles, mettre en place des bourses universitaires pour des études à Tallinn ou dans d'autres villes universitaires du pays, etc. Si un tel accord voyait le jour entre l'Estonie et par exemple ma région, la Champagne, un certain nombre d'enfants français apprendraient alors l'estonien. Des relations personnelles s'établiraient avec l'Estonie, dont la culture aurait alors des ambassadeurs qui la feraient connaître et reconnaître en France.

Le multilinguisme, ce n'est pas imposer la même langue à tous, c'est offrir aux citoyens de chaque pays la possibilité d'acquérir des compétences linguistiques diverses et variées, qui leur

permettront de s'ouvrir véritablement à l'Europe et au monde. Nous ne sommes pas condamnés au tout anglais. Il y a mieux à faire.